

# SYRELI



*afnic*  
Internet  
made in France

## DÉCISION DE L'AFNIC

**cfe-urssaf.fr**

**Demande n° FR-2022-03091**



[www.afnic.fr](http://www.afnic.fr) | [contact@afnic.fr](mailto:contact@afnic.fr)  
Twitter : @AFNIC | Facebook : afnic.fr

## I. Informations générales

### i. Sur les parties au litige

Le Requérant : L'établissement public national à caractère administratif AGENCE CENTRALE DES ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE (ACOSS)

Le Titulaire du nom de domaine : Monsieur J.

### ii. Sur le nom de domaine

Nom de domaine objet du litige : cfe-urssaf.fr

Date d'enregistrement du nom de domaine : 18 mars 2016 soit postérieurement au 1<sup>er</sup> juillet 2011

Date d'expiration du nom de domaine : 18 mars 2023

Bureau d'enregistrement : KEY-SYSTEMS GmbH

## II. Procédure

Une demande déposée par le Requérant auprès de l'Afnic a été reçue le 17 novembre 2022 par le biais du service en ligne SYRELI.

Conformément au règlement SYRELI (ci-après le Règlement) l'Afnic a validé la complétude de cette demande en procédant aux vérifications suivantes :

- o Le formulaire de demande est dûment rempli.
- o Les frais de Procédure ont été réglés par le Requérant.
- o Le nom de domaine est actif.
- o Le nom de domaine a été créé ou renouvelé postérieurement au 1<sup>er</sup> juillet 2011.
- o Le nom de domaine visé par la procédure ne fait l'objet d'aucune procédure judiciaire ou extrajudiciaire en cours.

L'Afnic a procédé au gel des opérations sur ce nom de domaine et a notifié l'ouverture de la procédure au Titulaire le 23 décembre 2022.

Le Titulaire n'a pas adressé de réponse à l'Afnic.

Le Collège SYRELI de l'Afnic (ci-après dénommé le Collège) composé de Loïc DAMILAVILLE (membre titulaire), Marianne GEORGELIN (membre titulaire) et Régis MASSÉ (membre titulaire) s'est réuni pour rendre sa décision le 19 janvier 2023.

## III. Argumentation des parties

### i. Le Requérant

Selon le Requérant, l'enregistrement ou le renouvellement du nom de domaine <cfe-urssaf.fr> par le Titulaire est « susceptible de porter atteinte à l'ordre public ou aux bonnes

mœurs ou à des droits garantis par la Constitution ou par la loi » ainsi que « susceptible de porter atteinte à des droits de propriété intellectuelle ou de la personnalité », « identique ou apparenté à celui de la République française, d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales ou d'une institution ou service public national ou local », et le Titulaire ne justifie pas « d'un intérêt légitime et agit de mauvaise foi ».

**(Art. L. 45-2 du code des postes et des communications électroniques)**

Dans sa demande, le Requérant a fourni des pièces accessibles aux deux parties sur lesquelles le Collège s'appuiera afin d'étayer ses constatations au regard de l'argumentation.

Dans sa demande, le Requérant indique que :

**[Citation complète de l'argumentation sans les notes de bas de page et images]**

« 1. Introduction

1. Le présent mémoire a pour objet de présenter les moyens et les pièces à l'appui de la plainte

SYRELI déposée par l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS) à l'encontre du Titulaire du nom de domaine < cfe-urssaf.fr >1.

2. La présente plainte est soumise pour décision, conformément aux dispositions des articles L.45-

2 et suivants du Code des Postes et Communications électroniques, et conformément au Règlement des procédures alternatives de résolution des litiges de l'AFNIC entré en vigueur le 22 mars 2016.

2. Les Parties

2.1 La Requérante : l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (ACOSS)

2.1.1 Présentation

3. L'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acosse) est un établissement public national à caractère administratif2, créée par l'ordonnance n°67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative et financière de la sécurité sociale. Elle a pour tutelle le Ministère de l'Action et des Comptes publics et le Ministère des Solidarités et de la Santé.

4. L'Acoss a été désignée Caisse nationale de la branche du recouvrement du régime général de la sécurité sociale par loi n°94-637 du 25 juillet 1994 relative à la sécurité sociale, qui lui a confié un pouvoir de direction, de contrôle et de coordination des vingt-deux Unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (Urssaf)3. En d'autres termes, l'Acoss est la « caisse nationale des Urssaf » et communique sous l'expression « Urssaf Caisse nationale ».

5. Elle est notamment chargée d'assurer la gestion commune des ressources et de la trésorerie des différentes branches du régime général de la sécurité sociale (Caisse nationale de l'assurance maladie, Caisse nationale d'assurance vieillesse et Caisse nationale des allocations familiales)4.

6. Au fil des années, en raison de l'extension du périmètre d'intervention de la branche recouvrement du régime général de sécurité sociale, qui centralise les flux de trésorerie des Urssaf, elle est devenue le recouvreur social de référence : plus de 900 organismes délèguent à l'Acoss des activités d'appel, de recouvrement, de reversement de cotisations et de contrôle.

7. Les Urssaf ont, par ailleurs, le rôle de « Centres de Formalités des Entreprises » (CFE), A ce titre, elles ont pour mission de :

- permettre la réalisation des démarches de déclaration d'emploi d'un premier salarié, ou la fin d'emploi de salariés ;

- permettre la réalisation des formalités de création, de modification et de cessation d'activités des marins, dirigeants d'association, vendeurs à domicile, collaborateurs occasionnels du service public et utilisateurs du service régime simplifié pour les médecins

remplaçants 5.

8. Ainsi, l'Acoss est chargée d'une double mission d'intérêt général : assurer la collecte, avec le réseau des Urssaf, de l'ensemble des cotisations finançant la Sécurité sociale par le biais, notamment, de leurs rôles en tant que « Centres de Formalités des Entreprises » (CFE) et, organiser leur répartition aux organismes de redistribution.

9. En 2020, l'Acoss et les Urssaf, ont encaissé 528,3 milliards d'euros (329.3 milliards par les Urssaf et 199 milliards par l'Acoss) auprès de 10.25 millions de cotisants.<sup>6</sup>

#### 2.1.2 Droits privatifs

10. L'Acoss est titulaire de droits sur la dénomination « Urssaf » notamment aux titres :

- de la marque française n° 4 721 802 déposée le 15 janvier 2021 et enregistrée depuis le 7 mai 2021 en classes 35, 36 et 45 7 ;

- du nom de domaine <urssaf.fr>, enregistré le 28 décembre 19958, actuellement en vigueur et exploité de la façon suivante<sup>9</sup> :

[image]

11. En outre, la dénomination « Urssaf » jouit nécessairement d'une connaissance par une large fraction du public en raison de son utilisation massive depuis 1960 :

- les Urssaf ont été créées en 1960<sup>10</sup> ;

- les Urssaf sont en relation continue avec les 10.25 millions de cotisants<sup>11</sup> et,

- chaque document en émanant reproduit la dénomination « Urssaf »

12. Dans ce contexte, le signe URSSAF a acquis le caractère de marque notoire en France et l'ACOSS, en tant qu'unique Caisse nationale des Urssaf, qui contrôle et coordonne les vingt-deux Unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (Urssaf), peut revendiquer un droit de marque sur le signe notoire URSSAF.

13. L'Acoss est également titulaire de droits sur la dénomination « cfe.urssaf.fr » notamment au

titre du sous-domaine < cfe.urssaf.fr >, actuellement exploité de la façon suivante :

[image]

#### 2.2 Le Titulaire du nom de domaine

14. Le nom de domaine < cfe-urssaf.fr > a été réservé le 18 mars 2016 par une personne dont l'identité du titulaire n'est pas divulguée sur les bases de données Whois<sup>12</sup>.

### 3. Arguments de la Requérante

#### 3.1 Intérêt à agir

##### 3.1.1 Cadre juridique

###### 3.1.1.1 Code des postes et des communications électroniques

15. En vertu de l'article L.45-6 du Code des postes et des communications électroniques (CPCE),

« Toute personne démontrant un intérêt à agir peut demander à l'office d'enregistrement compétent la suppression ou le transfert à son profit d'un nom de domaine lorsque le nom de domaine entre dans les cas prévus à l'article L. 45-2 ».

###### 3.1.1.2 Décisions Syreli

16. Droits de propriété intellectuelle. Selon le document de l'Afnic « Les tendances de Syreli », « le Requérant dispose d'un intérêt à agir si :

1. Il détient un nom de domaine\* identique, quasi-identique ou similaire sous une autre extension au nom de domaine litigieux.

2. Il détient un nom de domaine\* quasi identique ou similaire sous la même extension que le nom de domaine litigieux.

3. Il détient une marque\*, une dénomination sociale\*, un nom patronymique ou pseudonymique, un titre de propriété\* (œuvre, brevet, dessin et modèle etc.) similaire, identique ou quasi-identique au nom de domaine litigieux.

\*Peu importe la date de création, d'enregistrement. »

17. Apparemment. Par ailleurs, l'Afnic a déjà eu l'occasion d'estimer que l'apparemment

d'un nom de domaine au nom de l'établissement public national à caractère administratif du Requérant était de nature à justifier son intérêt à agir.

18. Cela ressort notamment de la décision Syreli n°FR-2017-01477 du 21 décembre 2017, selon laquelle : l'apparement du nom de domaine <cpam-info.fr> « au nom de l'établissement public national à caractère administratif du requérant "la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés" plus connue sous l'acronyme Cnamts, lequel assure la mission de gestion du régime général des branches maladie, maternité, invalidité et décès en s'appuyant sur des caisses locales appelées « caisses primaires d'assurances maladies » plus connue sous l'acronyme "Cpam" » justifie l'intérêt à agir du requérant<sup>13</sup>.

### 3.1.2 Application au cas d'espèce

#### 3.1.2.1 Nom de domaine quasi-identique ou similaire

19. L'Acoss dispose de droits sur le signe « Urssaf » à titre du nom de domaine <urssaf.fr> enregistré depuis le 28 décembre 1995<sup>14</sup> et exploité en tant qu'adresse URL du site internet <http://urssaf.fr>.

20. A partir de ce nom de domaine est accessible le site web officiel des Urssaf, qui correspond au premier résultat proposé lors d'une recherche Google sur le signe URSSAF :  
[image]

21. En outre, l'Acoss exploite le site internet accessible à partir du sous-domaine « cfe.urssaf.fr » au titre de la mission des Urssaf de « Centres de Formalités des Entreprises (CFE)<sup>15</sup>.

22. Or, le nom de domaine litigieux < cfe-urssaf.fr > est quasi-identique au sous-domaine « cfe.urssaf.fr ».

23. En conséquence, l'Acoss dispose d'un intérêt à agir au titre de ses droits sur :

- le nom de domaine < urssaf.fr >, auquel le nom de domaine litigieux < cfe-urssaf.fr > est similaire ;

- le sous-domaine < cfe.urssaf.fr >, auquel le nom de domaine litigieux < cfe-urssaf.fr > est quasi-identique.

#### 3.1.2.2 Marque similaire

24. L'Acoss est également titulaire de droits sur la dénomination « Urssaf » au titre de la marque française n° 21 4 721 802 déposée le 15 janvier 2021 et enregistrée depuis le 7 mai 2021 en classes 35, 36 et 45<sup>16</sup>.

25. Or, le nom de domaine litigieux < cfe-urssaf.fr > imite de manière confusante les éléments verbaux de la marque suscitée.

26. En outre, compte tenu de son usage massif et constant du signe Urssaf depuis la création des Urssaf en 1960<sup>17</sup> dont l'Acoss est la caisse nationale, le signe Urssaf est connu par la majorité des français. En 2020, 10.25 millions de comptes cotisants ont été gérés par les Urssaf<sup>18</sup> dont :

- 2,2 millions de comptes d'entreprises, administrations et collectivités territoriales ;

- 4.14 millions de comptes de travailleurs indépendants ;

- 3,24 millions de comptes de particuliers employeurs ;

- 435 000 de comptes autres ;

- 223 000 des comptes d'artistes-auteurs ;

- 13 000 de comptes de marins.

27. Dans ce contexte, le signe URSSAF, utilisé pour désigner l'ensemble des services fournis pour les caisses URSSAF, dont l'ACOSS est la caisse nationale, peut être considéré comme une marque notoire en France.

28. Or le nom de domaine litigieux < cfe-urssaf.fr > imite de manière confusante l'élément verbal de la marque notoire URSSAF.

29. Il résulte de ce qui précède que l'Acoss dispose d'un intérêt à agir à l'encontre du nom de domaine < cfe-urssaf.fr >, au titre de ses droits de marque française enregistrée sur le signe « Urssaf » ainsi qu'au titre de son droit de marque notoire sur le signe « Urssaf ».

#### 3.1.2.3 Apparement au nom usuel d'un établissement public à caractère administratif

30. L'Acoss est un établissement public national à caractère administratif, en charge d'une

mission de service public national : celle d'assurer la gestion commune de la trésorerie des différentes branches du régime général de la sécurité sociale pilotées par la Caisse nationale des allocations familiales, par la Caisse nationale de l'assurance maladie et par la caisse nationale d'assurance vieillesse<sup>19</sup>.

31. L'Acoss est également chargée<sup>20</sup> :

- « d'exercer un pouvoir de direction et de contrôle sur les Urssaf en matière de gestion de trésorerie » ;

- « d'assurer l'application homogène des lois et des règlements relatifs aux cotisations et aux contributions de sécurité sociale recouvrées par les organismes de recouvrement » que sont les Urssaf ;

- « d'initier et de coordonner des actions concertées de contrôle et de recouvrement menées par les organismes de recouvrement ».

32. Ainsi, comme schématisé sur le site de la Sécurité Sociale, l'Acoss pilote et anime les Urssaf au niveau national pour la collecte des cotisations et des contributions sociales<sup>21</sup>.

33. Il ressort de ce qui précède que le nom de domaine < cfe-urssaf.fr > est apparenté au nom de l'établissement public national à caractère administratif de l'Acoss.

34. Ce raisonnement est confirmé par la décision Syreli n°FR-2017-01477 du 21 décembre 2017<sup>22</sup> précitée et dans de nombreuses décisions récentes portant sur des noms de domaine reproduisant ou imitant le signe « urssaf »<sup>23</sup>.

35. En conséquence, l'appareillement du nom de domaine < cfe-urssaf.fr > au nom de l'établissement public national à caractère administratif de l'Acoss justifie son intérêt à agir.

3.2 Atteinte aux droits de propriété intellectuelle de la Requérante

36. Selon l'article L.45-2 2° du CPCE, « l'enregistrement ou le renouvellement des noms de domaine peut être refusé ou le nom de domaine supprimé lorsque le nom de domaine est : (.) 2° Susceptible de porter atteinte à des droits de propriété intellectuelle ou de la personnalité, sauf si le demandeur justifie d'un intérêt légitime et agit de bonne foi ».

3.2.1 Atteinte au nom de domaine antérieur <urssaf.fr>

3.2.1.1 Cadre juridique

37. Un nom de domaine exploité est reconnu comme conférant à son titulaire un droit exclusif sur le signe le constituant et lui permettant de s'opposer à l'enregistrement et l'usage de signes distinctifs postérieurs protégés (marques<sup>24</sup>, dénomination sociale<sup>25</sup>, nom commercial<sup>26</sup>, enseigne<sup>27</sup>), dont les noms de domaine<sup>28</sup>.

38. Le Collège de l'AFNIC statuant dans le cadre de procédures SYRELI a déjà décidé qu'un nom de domaine constitue un signe distinctif susceptible d'être invoqué à l'appui d'une plainte Syreli dirigée contre un nom de domaine postérieur similaire enregistré sous l'extension « .fr ».

39. En particulier, dans une décision en date du 31 mars 2020, FR-2020-01967, le Collège de l'AFNIC a rappelé que :

« Conformément à la jurisprudence, le Collège a considéré que le nom de domaine et la dénomination sociale en tant que signes distinctifs pouvaient bénéficier d'une protection contre les atteintes dont ils font l'objet dès lors que le Requérent justifie pour chacun :

- De droits sur son signe distinctif,
- De l'antériorité de l'usage de son signe distinctif par rapport au nom de domaine contesté et,

- Du risque de confusion qui peut exister, entre les deux signes, dans l'esprit du consommateur »<sup>29</sup>.

3.2.1.2 Application au cas d'espèce

40. L'Acoss est titulaire du nom de domaine <urssaf.fr> enregistré depuis le 28 décembre 1995<sup>30</sup> et exploité depuis 1996 de façon continue en tant qu'adresse d'un site Internet www.urssaf.fr sur lequel l'ensemble des services des Urssaf sont présentés.

41. Le site Internet <www.urssaf.fr> est le premier résultat proposé par le moteur de recherche Google à partir de la requête « Urssaf » :

[image]

42. L'importante fréquentation de ce site, évaluée à 8,5 millions de visiteurs uniques en 201931, démontre la connaissance du signe « Urssaf ».

43. Or, le nom de domaine litigieux < cfe-urssaf.fr >, enregistré le 18 mars 2016, en reprenant le signe « Urssaf », ne peut qu'être confondu par l'internaute avec le nom de domaine antérieur de la Requérante et son sous-domaine « cfe.urssaf.fr ».

44. D'ailleurs, la requête sur le terme « cfe-urssaf.fr » sur Google, qui est une erreur de frappe naturelle (remplacement du « . » par un « - »), génère comme premier résultat le site officiel [www.cfe.urssaf.fr](http://www.cfe.urssaf.fr) édité par l'Acoss:

[image]

45. Il résulte de ce qui précède que l'enregistrement du nom de domaine <cfe-urssaf.fr> est susceptible de porter atteinte au nom de domaine antérieur <urssaf.fr>, notamment son sous-domaine <cfe.urssaf.fr>, détenu et exploité par l'Acoss.

### 3.2.2 Atteinte à la marque notoire antérieure URSSAF

#### 3.2.2.1 Cadre juridique

46. Une marque française est un titre de propriété industrielle conférant un monopole à son titulaire, un droit exclusif sur le signe la constituant pour les produits et les services pour lesquels elle est enregistrée (marque non notoire) ou pour lesquels elle est exploitée sans être enregistrée (marque notoire).

47. Le droit français reconnaît un monopole d'exploitation aux titulaires de marques françaises enregistrées auprès de l'INPI<sup>32</sup>, ainsi qu'aux titulaires de marques « notoirement connue » ou « notoires » visées par l'article 6 bis de la Convention d'Union de Paris du 20 mars 1883<sup>33</sup>, étant précisé qu'il est communément admis que la marque « notoirement connue » ou « marque notoire » est un signe exploité pour désigner des produits ou des services, très largement connu, mais non enregistré.

#### 3.2.2.2 Application au cas d'espèce

48. Marque notoire. Il est rappelé que le signe URSSAF est utilisé depuis 1960, date à laquelle les

Unions de recouvrement de cotisations sociales et d'allocations familiales (Urssaf) ont été rendues obligatoires par le législateur<sup>35</sup>.

49. Compte tenu des missions de collecte des cotisations et contributions sociales par les URSSAF,

dont l'Acoss est la caisse nationale, le signe URSSAF est nécessairement connu par la majorité des français. Les chiffres suivants parlent d'eux-mêmes : en 2020, 10,25 millions de comptes cotisants ont été gérés par les Urssaf dont :

- 2,2 millions de comptes d'entreprises, administrations et collectivités territoriales ;
- 3,24 millions de comptes de particuliers employeurs ;
- 4,14 millions de comptes de travailleurs indépendants ;
- 435 000 de comptes autres ;
- 223 000 des comptes d'artistes-auteurs ;
- 13 000 de comptes de marins.

50. Dans ce contexte, le signe URSSAF peut être considéré comme une marque notoire en France depuis de très nombreuses années.

51. Or, le nom de domaine litigieux < cfe-urssaf.fr >, enregistré le 18 mars 2016, reprend à l'identique le signe « Urssaf ».

52. L'internaute confronté au nom de domaine < cfe-urssaf.fr > ne peut que l'associer à la marque notoire URSSAF et croire qu'il existe un lien officiel et autorisé entre le titulaire du nom de domaine < cfe-urssaf.fr > et l'ACOSS.

53. Ce faisant, le nom de domaine litigieux affaiblit l'aptitude du signe « Urssaf » à identifier les services qu'il désigne depuis 1960, profite indûment de la notoriété attachée au signe « Urssaf » et est de nature à porter préjudice à la Requérante.

54. En conséquence, l'enregistrement du nom de domaine < cfe-urssaf.fr > porte également atteinte aux droits de l'Acoss sur la marque notoire Urssaf.

### 3.3 Atteinte au nom du service public

#### 3.3.1 Cadre juridique

##### 3.3.1.1 Code des postes et des communications électroniques

55. Selon l'article L.45-2 3° du CPCE, « l'enregistrement ou le renouvellement des noms de domaine peut être refusé ou le nom de domaine supprimé lorsque le nom de domaine est : (.)

3° Identique ou apparenté à celui de la République française, d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales ou d'une institution ou service public national ou local, sauf si le demandeur justifie d'un intérêt légitime et agit de bonne foi ».

##### 3.3.1.2 Notion de service public

56. Un service public est défini comme une activité d'intérêt général assurée ou assumée par une personne publique ou une personne privée sous le contrôle d'une personne publique.

#### 3.3.2 Application

57. Le Requérent gère un service public dénommé URSSAF, notamment destiné à la réalisation des démarches qui lui sont dévolues en tant que « Centres de Formalités des Entreprises » (CFE).

58. Or, le nom de ce service public est reproduit par le nom de domaine litigieux.

##### 3.3.2.1 Reproduction du nom des Urssaf

59. Le nom de domaine < cfe-urssaf.fr > reproduit le nom des Urssaf.

60. En outre, l'ajout du terme « cfe » n'est pas de nature à effacer cet apparentement, dans la mesure où l'une des missions des Urssaf est d'assurer le rôle de « Centres de Formalités des Entreprises » (CFE)<sup>36</sup>.

61. A cet égard, l'Acoss exploite le site internet accessible depuis le sous-domaine < cfe.urssaf.fr >, qui :

- permet la réalisation des démarches de déclaration d'emploi d'un premier salarié, ou la fin d'emploi de salariés ;

- permet la réalisation des formalités de création, de modification et de cessation d'activités des marins, dirigeants d'association, vendeurs à domicile, collaborateurs occasionnels du service public et utilisateurs du service régime simplifié pour les médecins remplaçants.

62. Cette activité fait partie des attributions légales de l'Acoss. En effet, l'article L.225-1-1 du Code de la sécurité sociale<sup>37</sup> dispose que l'Acoss est notamment chargée :

- « d'assurer l'application homogène des lois et des règlements relatifs aux cotisations et aux contributions de sécurité sociale recouvrées par les organismes de recouvrement » ;

##### 3.3.2.2 Mission de service public du Requérent

63. L'Acoss, par ses missions de coordination et de contrôle des Urssaf, exerce une mission de service public.

64. Il ressort de la doctrine et de la jurisprudence administratives qu'un service public est défini comme une activité d'intérêt général assurée ou assumée par une personne publique.

65. Activité d'intérêt général. L'Acoss exerce une mission d'intérêt général consistant à piloter la collecte des cotisations et à les redistribuer afin de garantir le financement du modèle social français.

66. A ce titre, elle agit au nom des quatre branches du régime général de la Sécurité Sociale et elle pilote et anime les organismes de la branche recouvrement (Urssaf, Cgss...).

67. Rattachement à une personne publique. L'Acoss est un établissement public national à caractère administratif<sup>38</sup>. L'activité qu'elle exerce est donc rattachée à une personne publique.

68. Au regard de ce qui précède, l'Acoss exerce bien une mission de service public, ce qui a été confirmé par le Conseil constitutionnel dans une décision du 29 décembre 2005 :

« le produit des impositions concernées sera versé par l'intermédiaire de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale, établissement public national à caractère administratif, aux caisses nationales de sécurité sociale, établissements publics nationaux à caractère

administratif, ainsi qu'à des régimes particuliers de sécurité sociale, lesquels assurent essentiellement la gestion d'un service public » 39.

69. Il résulte de ce qui précède que le nom de domaine « cfe-urssaf.fr » est apparenté au service public exercé par l'Acoss.

70. Ce raisonnement a été confirmé par l'Afnic dans sa décision concernant la demande n° FR-2017-

0147740, dans laquelle il a été décidé que :

« le nom de domaine <cpam-info.fr> était apparenté au nom de établissement public national à caractère administratif du Requéant "La Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés" plus connue sous l'acronyme CNAMTS, lequel assure la mission de gestion du régime général des branches maladie, maternité, invalidité et décès en s'appuyant sur des caisses locales appelées « Caisses Primaires d'assurances Maladies » plus connue sous l'acronyme "CPAM" ».

71. Le cas d'espèce est analogue à celui qui fait l'objet de la décision citée, car :

- le Requéant est un organisme national assurant la gestion d'un service public en s'appuyant sur des organismes locaux ;
- le nom de domaine litigieux est apparenté au nom du service public de ces organismes locaux.

### 3.4 Absence d'intérêt légitime du Titulaire du nom de domaine

#### 3.4.1 Cadre juridique

##### 3.4.1.1 Code des postes et communications électroniques

72. Selon l'article L.45-2 3° du CPCE, « l'enregistrement ou le renouvellement des noms de domaine peut être refusé ou le nom de domaine supprimé lorsque le nom de domaine est :

(.) 2° Susceptible de porter atteinte à des droits de propriété intellectuelle ou de la personnalité, sauf si le demandeur justifie d'un intérêt légitime et agit de bonne foi ».

(...) 3° Identique ou apparenté à celui de la République française, d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales ou d'une institution ou service public national ou local, sauf si le demandeur justifie d'un intérêt légitime et agit de bonne foi ».

73. Conformément à l'article R.20-44-46 du CPCE, la preuve de l'existence d'un intérêt légitime pour le demandeur ou le titulaire d'un nom de domaine, pour l'application de l'article L.45-2, 2° et 3° du

CPCE, peut être caractérisée par le fait :

- « d'utiliser ce nom de domaine, ou un nom identique ou apparenté, dans le cadre d'une offre de biens ou de services, ou de pouvoir démontrer qu'il s'y est préparé ;
- d'être connu sous un nom identique ou apparenté à ce nom de domaine, même en l'absence de droits reconnus sur ce nom ;
- de faire un usage non commercial du nom de domaine ou d'un nom apparenté sans intention de tromper le consommateur ou de nuire à la réputation d'un nom sur lequel est reconnu ou établi un droit ».

##### 3.4.1.2 Décisions Syreli

74. Dans ce cadre, l'Afnic<sup>41</sup> a estimé que l'absence d'intérêt légitime du Titulaire du nom de domaine contesté pouvait être justifiée en démontrant que :

- les résultats des recherches effectuées dans la base INPI ne permettent pas de relever de marque appartenant au Titulaire en lien avec le terme litigieux ;
- les résultats sur le nom de domaine litigieux mis à part, les résultats des recherches effectuées avec le moteur de recherche Google ne permettent de relever aucun référencement de site internet établissant un lien entre le Titulaire et le terme litigieux.

#### 3.4.2 Application

75. En l'espèce, le nom de domaine < cfe-urssaf.fr > a été réservé le 18 mars 2016 par une personne dont l'identité n'est pas divulguée sur les bases de données Whols. En tout état de

cause :

- les recherches menées sur la base de données de l'Institut National de la Propriété Industrielle

(INPI) n'ont permis d'identifier aucune marque composée avec le signe « cfe-urssaf »<sup>42</sup> ;

- les recherches menées sur la base de données de l'Institut National de la Propriété Industrielle

(INPI) n'ont permis d'identifier aucune dénomination sociale comportant le terme « cfe-urssaf »<sup>43</sup> ;

- les recherches menées sur le Journal Officiel des Associations n'ont permis d'identifier aucun droit sur une dénomination d'association comportant le terme « cfe-urssaf »<sup>44</sup>.

76. De manière générale, le titulaire du nom de domaine < cfe-urssaf.fr > n'a aucun lien ni avec

l'Acoss, ni avec les Urssaf, ni avec le domaine d'activité des Centres de formalités des entreprises

(CFE).

77. De surcroît, le nom de domaine litigieux est exploité en tant que site parking contenant des liens hypertextes publicitaires en lien avec l'activité de la requérante et utilisant le terme « Urssaf ». Il est à noter que, compte tenu des risques encourus à consulter directement ce site en matière de sécurité des systèmes d'informations, la capture d'écran jointe à la présente plainte a été prise au moyen du service en ligne « urlscan.io »<sup>45</sup>.

78. Or, « un site parking consiste à tirer profit d'un nom de domaine en insérant des liens sponsorisés. En clair, il s'agit d'enregistrer un nom de domaine et de le rediriger vers une page contenant des liens publicitaires : la page parking. L'intérêt de la technique est que le propriétaire du nom de domaine sera rémunéré pour chaque clic réalisé par un internaute sur un lien figurant sur sa page parking ("pay per clic") ».

79. Le titulaire du nom de domaine < cfe.urssaf.fr > cherche délibérément à confondre l'esprit des internautes en les conduisant sur un site Internet :

- dont le nom de domaine est similaire à celui du site exploité par l'Acoss « cfe.urssaf.fr » ;

- proposant des services payants à destination du public de la Requête à savoir les cotisants relevant du régime général de la sécurité sociale.

80. Cela démontre la volonté du Titulaire de créer une véritable confusion dans l'esprit du consommateur et plus particulièrement du public de la Requête, à savoir les cotisants relevant du régime général de la sécurité sociale, souhaitant obtenir des informations officielles et/ou effectuer des démarches administratives auprès de leur centre de formalités des entreprises (CFE).

81. Il résulte de ce qui précède que le titulaire du nom de domaine < cfe.urssaf.fr >, ne bénéficie d'aucun intérêt légitime sur le nom de domaine contesté.

3.5 Mauvaise foi du Titulaire du nom de domaine

3.5.1 Cadre juridique

82. Selon l'article L.45-2 3° du CPCE, « l'enregistrement ou le renouvellement des noms de domaine peut être refusé ou le nom de domaine supprimé lorsque le nom de domaine est : (...)

2° Susceptible de porter atteinte à des droits de propriété intellectuelle ou de la personnalité, sauf si le demandeur justifie d'un intérêt légitime et agit de bonne foi » ;

3° Identique ou apparenté à celui de la République française, d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales ou d'une institution ou service public national ou local, sauf si le demandeur justifie d'un intérêt légitime et agit de bonne foi ».

83. L'article R.20-44-46 du CPCE prévoit que la mauvaise foi du titulaire du nom de domaine peut être caractérisée par le fait pour ce dernier :

- « d'avoir obtenu ou demandé l'enregistrement de ce nom de domaine principalement en vue de le vendre, de le louer ou de le transférer de quelque manière que ce soit à un organisme public, à une collectivité locale ou au titulaire d'un nom identique ou apparenté sur lequel un droit est reconnu et non pour l'exploiter effectivement ;

- d'avoir obtenu ou demandé l'enregistrement du nom de domaine principalement dans le but de nuire à la réputation du titulaire d'un intérêt légitime ou d'un droit reconnu sur ce nom ou sur un nom apparenté, ou à celle d'un produit ou service assimilé à ce nom dans l'esprit du consommateur ;

- d'avoir obtenu ou demandé l'enregistrement d'un nom de domaine principalement dans le but de profiter de la renommée du titulaire d'un intérêt légitime ou d'un droit reconnu sur ce nom ou sur un nom apparenté, ou de celle d'un produit ou service assimilé à ce nom, en créant une confusion dans l'esprit du consommateur ».

### 3.5.2 Application

84. Compte tenu de la grande notoriété des Urssaf en France, démontrée ci-avant, le titulaire du nom de domaine < cfe-urssaf.fr > ne pouvait ignorer l'existence de celles-ci ainsi que leur mission de service public.

85. Le nom de domaine litigieux est quasi-identique au sous-domaine < cfe.urssaf.fr > permettant d'accéder au site officiel des Urssaf relatif aux démarches à réaliser auprès du Centre de Formalités des Entreprises (CFE) relevant de leur compétence. Cela ne peut pas être une coïncidence.

86. En tout état de cause, la seule réservation du nom de domaine < cfe-urssaf.fr > dénote donc à l'évidence une intention malicieuse de son titulaire :

- d'attirer les internautes en se faisant passer pour l'Acoss et les Urssaf et profiter de leur renommée ;

- d'usurper et de parasiter les droits de l'Acoss sur le signe protégé URSSAF, nom d'un service public et,

- de nuire aux intérêts de l'Acoss et ternir sa réputation.

87. Il résulte de ce qui précède que le titulaire du nom de domaine < cfe-urssaf.fr > a agi de mauvaise foi en enregistrant ce nom de domaine.

### 3.6 Demande

88. Compte tenu de ce qui précède, l'Acoss demande au Collège de l'Afnic de décider que :

- l'Acoss justifie d'un intérêt à agir ;

- l'enregistrement du nom de domaine < cfe-urssaf.fr > porte atteinte à ses droits de propriété intellectuelle sur le signe « Urssaf » ;

- l'enregistrement du nom de domaine < cfe-urssaf.fr > porte également atteinte au nom du service public dénommé Urssaf qu'elle gère ;

- le titulaire du nom de domaine < cfe-urssaf.fr > ne dispose d'aucun intérêt légitime à être titulaire de ce nom de domaine ;

- le titulaire nom de domaine < cfe-urssaf.fr > a agi de mauvaise foi en enregistrant ce nom de domaine.

89. Dans ce contexte, l'Acoss demande au Collège de l'Afnic qu'il ordonne le transfert du nom de domaine < cfe-urssaf.fr > à son profit.

## 4. Liste des pièces

1. Extrait Whois < cfe-urssaf.fr >

2. Avis SIRENE ACOSS

3. Rapport d'activité Acoss 2020

4. Certificat d'enregistrement de marque « Urssaf » n°21 4 721 802

5. Extrait Whois <urssaf.fr>

6. Décision Syreli n°FR-2017-01477 du 21-12-2017

7. Décision Syreli FR-2022-02707 (exemple de décision récente portant sur un nom de domaine reproduisant le signe « urssaf »)

8. CA Paris pôle 5, 30-11-2011, RG 09/17146, SARL WEB VISION c. SA TROKERS

9. TGI Lyon, 23-7-2014, « vente-privee.com » c. M.W

10. Cass. com., 7-7-2004, pourvoi 02-17416

11. CA Paris pôle 5, 23-9-2009 no 07/20549

12. Cass. com., 26-5-2009, pourvoi 08-15856
13. Décision Syreli, Demande FR-2020-01967, detasultra.fr
14. Cons. const. n° 2005-530-DC 29-12-2005,
15. Décision Syreli n°FR-2017-01309 du 21-03-2017
16. Résultats recherche de marque base de données INPI.
17. Résultats recherche de dénomination sociale base de données INPI.
18. Résultats recherche sur le Journal Officiel des Associations.
19. Capture d'écran du site accessible via l'URL « ww12.cfe-urssaf.fr » ».

Le Requéran a demandé la transmission du nom de domaine.

## ii. Le Titulaire

Le Titulaire n'a pas adressé de réponse à l'Afnic.

## IV. Discussion

Au vu des dispositions du droit commun relatives à la charge de la preuve,  
Au vu des écritures et pièces déposées par les deux parties,  
Au vu des dispositions du Règlement,  
Au vu des dispositions prévues à l'article L. 45-6 du Code des Postes et des Communications Electroniques,

Le Collège a évalué :

### i. La Recevabilité des pièces

Conformément au Règlement en son article II. vi. b. « Fonctionnement du Collège », le Collège statue sur « la demande au vu des seules écritures et pièces déposées par les deux parties sans procéder à des recherches complémentaires ».

Or, le Collège constate que le Requéran lui soumet une partie de ses pièces par liens hypertextes.

Par conséquent, ces pièces n'ont pas été prises en compte par le Collège.

### ii. L'intérêt à agir du Requéran

Au regard du certificat d'enregistrement de marque (*annexe 4*) fourni par le Requéran, le Collège constate qu'au moment du dépôt de la demande, le nom de domaine <cfe-urssaf.fr> est similaire à la composante verbale de la marque semi-figurative française « Urssaf » numéro 4721802 enregistrée le 15 janvier 2021 par le Requéran pour les classes 35, 36 et 45.

Au regard des dispositions du Code de la sécurité sociale notamment en ses articles L.225-1 et L.225-1-1 et de la décision SYRELI FR-2022-02707, pour le nom de domaine <monurssaf.fr> (*annexe 7*), le Collège constate que le nom de domaine <cfe-urssaf.fr> est apparenté au nom des Unions de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales plus connues sous l'acronyme « URSSAF », organismes dont le Requéran en est la Caisse nationale et le pilote de réseau ; le Requéran est en charge de « la gestion commune de la trésorerie des différentes branches gérées par la Caisse nationale des allocations

familiales, par la Caisse nationale de l'assurance maladie, par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie et par la Caisse nationale d'assurance vieillesse ».

Le nom de domaine <urssaf.fr> invoqué par le Requérant ne peut être pris en compte par le Collège pour apprécier son intérêt à agir puisque, selon l'annexe 5 fournie, ledit nom de domaine est expiré depuis le 28 juin 2022, soit antérieurement à la date de dépôt de la demande Syreli.

Le Collège a donc considéré que le Requérant avait un intérêt à agir.

### **iii. L'atteinte aux dispositions de l'article L.45-2 du CPCE**

#### **a. Sur l'article L.45-2 2° :**

Le Collège constate que le nom de domaine <cfe-urssaf.fr> a été enregistré par le Titulaire le 18 mars 2016 soit antérieurement à l'enregistrement de la marque française « Urssaf » le 15 janvier 2021 sous le numéro 4721802 par le Requérant. L'enregistrement de la marque du Requérant est donc postérieur à la création du nom de domaine <cfe-urssaf.fr>.

Le Collège a donc considéré que le nom de domaine <cfe-urssaf.fr> n'est pas susceptible de porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle du Requérant, l'établissement public national à caractère administratif AGENCE CENTRALE DES ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE (ACOSS).

#### **b. Sur l'article L.45-2 3° :**

- **Atteinte aux droits invoqués par le Requérant**

Le Collège constate, au regard des dispositions du Code de la sécurité sociale notamment en ses articles L.225-1 et L.225-1-1 et de la décision SYRELI FR-2022-02707, pour le nom de domaine <monurssaf.fr> (annexe 7), que le nom de domaine <cfe-urssaf.fr> est apparenté au nom des Unions de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales plus connues sous l'acronyme « URSSAF », organismes dont le Requérant en est la Caisse nationale et le pilote de réseau. Le Requérant est en charge de « la gestion commune de la trésorerie des différentes branches gérées par la Caisse nationale des allocations familiales, par la Caisse nationale de l'assurance maladie, par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie et par la Caisse nationale d'assurance vieillesse ».

Le Collège a donc considéré que le nom de domaine était susceptible de porter atteinte aux droits du Requérant.

Conformément à l'article L. 45-2 du CPCE cité ci-dessus, le Collège s'est ensuite posé la question de savoir si le Requérant avait apporté la preuve de l'absence d'intérêt légitime ou de la mauvaise foi du Titulaire.

- **La preuve de l'absence d'intérêt légitime ou de la mauvaise foi du Titulaire**

Au vu des pièces déposées par le Requérant, le Collège constate que :

- Le Requérant est l'établissement public national à caractère administratif AGENCE CENTRALE DES ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE (ACOSS) qui est la caisse nationale des Unions de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales (URSSAF) ;
- Le Requérant indique qu'il est chargé d'une double mission d'intérêt général :

assurer la collecte, avec le réseau des Urssaf, de l'ensemble des cotisations finançant la Sécurité sociale par le biais, notamment, de leurs rôles en tant que « Centres de Formalités des Entreprises » (CFE) et, organiser leur répartition aux organismes de redistribution ;

- En 2020, 10.25 millions de comptes cotisants ont été gérés par les URSSAF (*annexe 3*) ;
- Le Requéant, s'appuyant sur les URSSAF, pilote la collecte des cotisations et leur redistribution destinée au financement de la Sécurité Sociale avec la mise à disposition du site web <https://www.urssaf.fr> (*annexe 7*) ;
- Le site web [www.urssaf.fr](http://www.urssaf.fr), que le Requéant indique exploiter, est le premier résultat proposé par le moteur de recherche Google à partir de la requête « urssaf » (*capture d'écran intégrée dans l'argumentaire du Requéant*) ;
- Le Requéant déclare, sans le démontrer, exploiter le site internet accessible à partir du sous-domaine « [cfe.urssaf.fr](http://cfe.urssaf.fr) » au titre de la mission des Urssaf de « Centres de Formalités des Entreprises (CFE) ;
- La capture d'écran des résultats obtenus après une recherche effectuée avec le moteur de recherche Google sur les termes « [cfe-urssaf.fr](http://cfe-urssaf.fr) » démontre (*capture d'écran intégrée dans l'argumentaire du Requéant*) :
  - Une auto correction de la recherche proposée sur les termes « [www.cfe.urssaf.fr](http://www.cfe.urssaf.fr) » ;
  - Que le premier résultat proposé est le site web <https://www.cfe.urssaf.fr> » ;
- Le Requéant déclare qu'il n'a donné au Titulaire aucune autorisation pour utiliser le terme « URSSAF » et que, de manière générale, le Titulaire n'a aucun lien ni avec le Requéant, ni avec les URSSAF ;
- Les résultats obtenus à la suite de différentes recherches dans les bases de données de l'INPI et du Journal Officiel des Associations ne permettent de relever aucune société, association et marque enregistrées avec les termes « [cfe-urssaf](http://cfe-urssaf.fr) » (*annexes 16, 17 et 18*) ;
- Le nom de domaine <[cfe-urssaf.fr](http://cfe-urssaf.fr)> reprend à l'identique le nom antérieur des Unions de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales, plus connues sous l'acronyme « URSSAF », en le faisant précéder de « cfe » pouvant faire référence aux « Centres de Formalités des Entreprises », rôle attribué aux URSSAF ;
- Le 9 novembre 2022, le nom de domaine <[cfe-urssaf.fr](http://cfe-urssaf.fr)> renvoie vers une page parking présentant des liens hypertextes faisant référence à l'activité du Requéant. On peut citer à titre d'exemples les liens « CFE Urssaf Auto Entrepreneur » ou « Cotisations Urssaf » (*annexe 19*).

Le Collège a ainsi considéré que les pièces fournies par le Requéant permettaient de conclure que le Titulaire faisait un usage commercial du nom de domaine <[cfe-urssaf.fr](http://cfe-urssaf.fr)> et l'avait enregistré dans le but de profiter de la renommée des organismes et de leurs missions dont le Requéant est la Caisse nationale et le pilote, en créant un risque de confusion dans l'esprit du citoyen.

Le Collège a donc conclu que le Requéant avait apporté la preuve de l'absence d'intérêt légitime et de la mauvaise foi du Titulaire telles que définies à l'article R. 20-44-46 du CPCE et a décidé que le nom de domaine <[cfe-urssaf.fr](http://cfe-urssaf.fr)> ne respectait pas les dispositions de l'article L.45-2 du CPCE.

## V. Décision

Le Collège a décidé d'accepter la demande de transmission du nom de domaine <cf-urssaf.fr> au profit du Requérant, l'établissement public national à caractère administratif AGENCE CENTRALE DES ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE (ACOSS).

## VI. Exécution de la décision

Conformément à l'article (II) (viii) du Règlement, la décision de l'Afnic ne sera exécutée qu'une fois écoulé un délai de quinze (15) jours civils à compter de la notification de la décision aux parties.

Conformément à l'article (II) (vii) du Règlement, l'Afnic notifie par courrier électronique et postal la décision à chacune des parties.

Elle procédera au dégel des opérations sur le nom de domaine selon les dispositions du Règlement.

Le Bureau d'enregistrement est informé de la décision par courrier électronique.

À Montigny-le-Bretonneux, le 26 janvier 2023

Pierre BONIS - Directeur général de l'Afnic

